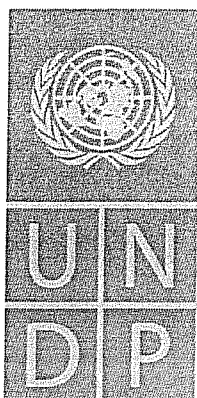


Ministry of Local Government, Good Governance, Community Development and Social Affairs (MINALOC)

Government of Rwanda

United Nations Development Programme



Support to Rural Development in Umutara Province

The project will focus on building the institutional and human resource capacities at district levels to effectively plan, manage and implement their respective development plans. In addition the project will increase food security through cultivation and construction of infrastructure for agricultural products – as well as training for agricultural associations. A third component supports income-generating activities aimed at increasing agricultural production and diversification.

SIGNATURE PAGE

Country: Rwanda

UNDAF Outcome(s)/Indicator(s): For Theme 1: Governance and Justice: Goal 1: Strengthened local state institutions for efficiency, accountability, and transparency in public service delivery, and goal 2: An enabling environment for effective decentralization, democratization and community development.

Expected Outcome(s)/Indicator (s): (i) Institutional capacities of districts strengthened in the areas of planning, execution, coordination, monitoring and evaluation (ii) increased food security through support to the products, (iii) increased local small business initiatives in agricultural production

Expected Output(s)/Indicator(s): (i) Capacity building programme established for district personnel and local civil society (ii) cultivation of 272 hectares of land and construction facilities for storage and sale of agricultural products (iii) design and execute revenue generating initiatives for Agricultural associations and development of production facility for treatment of rice.

Implementing partner: Province of Umutara, Districts of Kahi, Kabare and Muvumba (to be reviewed).

Other Partners: MINECOFIN, MINALOC

Programme Period: 1 Jan 2005 -30 June 2006
Programme Component: Support to Decentralization
Project Title : Support to Decentralization in Umutara Province
Project Code:
Project Duration: 30 Months

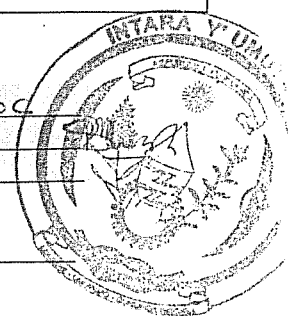
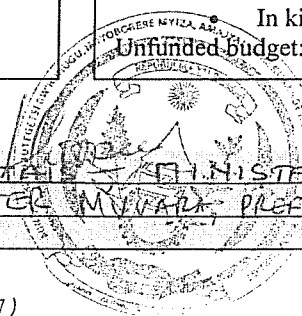
Budget (indicative): 2,090,330 Euro
General Management Support Fee: 125,419.8 Euro
Total budget: 1,964,910.2 Euro
Allocated resources: 1,964,910.2 Euro
Government: in kind
Regular:
Other:
Italian Cooperation: 2,090,330 Euro
In kind contributions: 289,500 Euro
Unfunded budget: fully funded

Agreed by (Government): MUSONI PETERIA MINISTRE / MINALOC

Agreed by (Implementing partner): PETER MUYARA, PREFETU, U MUTARA

Agreed by (UNDP):

Agreed by Government
Coordinating Authority (MINECOFIN)



PROPOSITION DE FINANCEMENT

UNITE TECHNIQUE CENTRALE

Date de protocole

Pays bénéficiaire	RWANDA
Titre du projet	Soutien aux Districts de Kahi, Kabare, Gabiro et Muvumba (Province d'Umutara) Finalisation de leurs Plans de développement respectifs .
Secteur	Développement rural
Les principaux bénéficiaires	Ministère des Finances de la Planification Economique/ MINALOC / Province d'Umutara
Canal de financement	Multi-bilatéral et bilatéral
Modalités de gestion	Organisation internationale Gestion Directe
Exécution	UNDP DGCS
Durée	30 mois
Type de financement	Don
Import de financement multi-bilatéral	Euro : 2.090.330
Fonds locaux	Euro : 289.500
Fonds Total du projet	Euro : 2.379.830

INDEX

1. Synthèse.....	.....
2. Cadre logique.....	.....
3. Contexte.....	.....
3.1 Cadre général.....	.....
3.2 Autres interventions des donateurs dans le secteur : harmonisation des aides.....	.....
4. Projet.....	.....
4.1 Origine.....	.....
4.2 Zone d'intervention.....	.....
4.3 Identification des problèmes.....	.....
4.4 Objectif.....	.....
4.5 Bénéficiaires.....	.....
4.6 Résultats attendus.....	.....
4.7 Activités.....	.....
4.8 Modalités d'exécution.....	.....
4.9 Monitoring, révision et évaluation.....	.....
4.10 Analyse des coûts et accords.....	.....
4.11 Risques.....	.....
4.12 Engagements du Gouvernement.....	.....
4.13 Faisabilité.....	.....
5. Conclusions.....	.....
6. Conclusion du Fonctionnaire Préposé.....	.....

Addendum (Janvier 2005):

Le document de projet a été formulé pendant le premier trimestre de 2004, en partenariat avec la coopération Italienne, MINECOFIN, la Province d'Umutara, et les Districts de Kahi, Kabare, Gabiro et Muvumba. En Décembre 2004, il a été décidé, entre MINALOC, PNUD et la coopération Italienne, qu'il serait souhaitable de faire un exercice de revue et de planification pour l'année 2005 avec la participation de la coopération Italienne, le PNUD, le MINALOC et la Province de Umutara. Cette revue va revoir les activités prévues et la zone géographique qui a été identifiée pendant la mission de formulation. Elle va également faire des amendements du document de projet si nécessaire.

1. SYNTESE

<i>Origine</i>	L'initiative est née en août 2003 à partir d'une demande du Ministère des Finances et de la Planification Economique du Rwanda suite à laquelle la mission italienne a effectué sa première mission en février 2004 pour identifier une ou plusieurs interventions à financer dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté exprimé par le Gouvernement Rwandais. De ce fait en mars 2004 une mission technique conjointement avec le Ministère des Finances et de la Planification Economique se sont convenus sur le contenu d'un projet de développement rural dans la Province d'Umutara.
<i>Secteur Rural</i>	Approximativement 83% de la population du Rwanda et 40% du PIL dépendent du secteur agricole. La survie de la population rwandaise a été fortement compromise par la guerre des années « 90 » et en particulier du génocide de 1994 qui a décimé la population rwandaise, provoquant ainsi des milliers de réfugiés avec la destruction de la grande majorité des infrastructures économiques. Dès les premières années de 90 la production dans le secteur agricole a accusé un fort ralentissement qui a été suivi par une augmentation du chômage, une réduction de revenus par tête d'habitant et avec conséquences la réduction draconienne de la demande des biens et services des autres secteurs. Une telle situation économique a amené plus de 50% de la population rwandaise à des conditions au-dessous du seuil de la pauvreté.
<i>Zone d'Intervention</i>	L'intervention se réfère à quatre zones de la Province d'Umutara situées dans la partie Est du pays. Quoique la Province d'Umutara ne soit pas la plus pauvre du Pays elle a une importance stratégique : Elle a été présélectionnée par le Gouvernement Rwandais dans le cadre de la politique de réinstallation des démobilisés et des réfugiés de retour au Pays.
<i>Problème Clef</i>	Conditions de vie précaire et la vulnérabilité de la population rurale. Les conditions de vie précaire et le haut niveau de vulnérabilité de la population rurale dans les Districts de Muvumba, Kahi et Kabare (Province d'Umutara) sont liés à des problèmes suivants (i) insuffisance d'eau, (ii) faible production du secteur agricole, (iii) absence d'activité génératrice de revenus,
<i>Problème spécifique</i>	(iv) infrastructures économiques limitées, (v) accessibilité à l'éducation et à la santé limitées (vi) mauvaise gestion du territoire et une protection insuffisante de l'environnement.
<i>Objectif général</i>	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale des districts de Muvumba, Kahi, Kabare (Province d'Umutara).
<i>Objectif spécifique</i>	Le projet prévoit contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale des districts Muvumba, Kahi et Kabare en assistant les autorités locales dans la réalisation des plans de développement des districts avec des interventions ponctuelles ciblées. : <ol style="list-style-type: none">1 support institutionnel ;2. garantir la sécurité alimentaire ;

3. promouvoir des activités génératrices de revenus
4. améliorer et donner de l'essor d'une façon stable à l'accessibilité et à la disponibilité de l'eau potable.

Résultats **a. Support institutionnel**

Résultat a.1 : Augmenter la capacité de l'administration des districts de Kahi, Kabare et Muvumba , planifier et exécuter les plans respectifs de développement

Résultat a.2 : Augmenter les capacités de l'administration provinciale planifier et exécuter ses propres plans de développement en concertation avec la communauté internationale

b. Sécurité alimentaire

Résultat b.1 Assainissement/réhabilitation : cultiver 50 hectares de terre marécageux dans le district de Muvumba, 72 hectares dans le district de Kahi et 150 hectares dans le district de Kabare avec une attention particulière sur l'environnement ;

Résultat b.2 Construire 2 bâtiments pour le stockage et la vente de denrées dans le district de Muvumba, 2 bâtiments dans le district de Kahi et 2 dans le district de Kabare ;

c. Activités génératrices de revenus

Résultats c.1 Augmenter et consolider 2 Associations d'agriculteurs dans le district de Muvumba ,2 Associations dans le district de Kahi et 2 Associations dans le district de Kabare en termes de : (i) la pratique de l'agro- foresterie qui mise sur l'augmentation de la quantité et la qualité de la production agricole, (ii) les techniques de conservation et de transformation des produits agricoles, (iii) la commercialisation (marketing) et (iv) la gestion des activités d'entreprise.

Résultats c. 2 Développer l'usine de transformation du riz dans le district de Muvumba (à porter à une capacité de 2000 tonnes).

d. Services sociales de base

Résultat d.1 : Doter les districts de Kahi et Kabare d'une accessibilité à l'eau (dix puits minimum en 10 villages)

<i>Organisme</i>	
<i>Exécutant</i>	UNDP ; DGCS- Gestion Direct
<i>Durée</i>	30 mois
<i>Coût</i>	2.379.830 euro

2. Cadre logique

		I.O.V.	Sources de vérification
Objectif de Développement Objectif Spécifique	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale des district de Muvumba, Kahi et Kabare (Province d'Umutara). Le projet prévoit contribuer à l'amélioration des Conditions de vie de la population rurale des Districts de Muvumba, Kahi et Kabare en assistant les autorités locales dans la réalisation des plans relatifs aux districts de développement avec des interventions ponctuelles ciblées pour : a. support institutionnel b. garantir la sécurité alimentaire c. promouvoir des activités génératrices de revenus d. améliorer l'accessibilité de façon stable la disponibilité de l'eau	Variation en pourcentage de la production agricole par district/famille Variation en pourcentage de la quantité des produits agricoles conservés transformés et vendus par famille Réduction par famille le temps qu'elle met pour accéder à l'eau	Plan de développement annuel du district Administrations des districts Bureau du Préfet
Résultats	Activités	I.O.V.	Source de vérification
a. Support institutionnel	* Recruter un assistant technique	Plan de développement	Administration
Résultat a.1 augmenter les Capacités de l'administration des districts de Kahi, Kabare et Muvumba, planifier et exécuter les respectifs plans de développement	* Assister les administration des districts dans l'élaboration exécution des plans de développement annuel des districts	annuel des districts Disponibilité de financements nationaux et internationaux	des districts Bureau du Préfet
Résultat a.2 : augmenter la Capacité de l'administration Provinciale planifier et Exécuter leurs propres plans De développement en interaction avec la Communauté internationale	* Recruter un expert * Collaborer avec le bureau du gouverneur/administration provinciale dans l'élaboration/exécution des plans de développement Une capacité d'interaction renforcée par rapport à la communauté internationale et des entreprises publiques nationales * Participer dans le comité de gestion du projet.	Plan provincial annuel de développement Relation avec d'autres partenaires de coopération Fonds dédiés à la province Bonne exécution du projet	Administration provinciale Bureau du Préfet Bureau du Préfet Rapport d'avancement
b. Sécurité alimentaire			
Résultat b.1. Assainir /réhabiliter et cultiver 50 hectares une terre marécageuse dans le district de Muvumba, 72 hectares dans le district de Kabare	* Recruter une entreprise ou ONG spécialisé dans les travaux d'assainissement * Etudes préliminaires de la superficie indiquée par les administrations des districts * Réalisation des travaux d'assainissement * Acquisition et distribution à crédit un jeu de semence sélectionnées et fertilisées	Hectares de terrain marécageux aménagé ou réhabilité (Ha) N. de jeu de semences et fertilisants donnés à crédit N. d'associations enregistrées par district N. inscrits par association	Administration des districts Bureau du Préfet Rapport d'entreprise ou ONG responsable
Résultats	Activités	I.O.V.	Source de vérification
	les selon les exigences exprimées par bénéficiaires	association	
	* Organiser les agriculteurs qui occuperont la superficie assainie	N. de participants à des cours de formation (Particuliers et état)	

	* Organiser des cours de formation sur des superficies assainies et sur des systèmes des crédits rotatifs	Fréquence de participation aux cours Pourcentage de récupération de crédit sur total (%) Valeur moyenne des prêts (Euro) Pourcentage des prêts consentis par rapport au total des demandes(%)	
Résultat b.2 : 2 structures construites pour le stockage et vente des denrées dans le district de Muvumba 2 dans le district de Kahi et 2 dans le district de Kabare	* Recruter une entreprise ou une ONG spécialisée en construction * Etudes préliminaires et une Projection de la superficie indiquée par l'administration des différents districts * Construire 6 bâtiments de stockage * Instruire un fond de démarrage des activités de construction * Organiser gestion structure	6 structures pour le stockage des denrées (2 par district) Quantité des produits agricoles stockés par saison (tonnes) Quantité des produits agricoles vendus par jour (tonnes) Valeur transactionnelles effectuées par jour (Euro/jour)	Associations des agriculteurs reconnus par les districts Administration et techniques des districts Bureau du Préfet Rapport d'entreprise ou ONG responsable des travaux

c. ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

Résultat c.1. Renforcer et Consolider 2 Associations d'agriculteurs dans le district de Muvumba, 2 Associations et 2 Associations dans le district de Kabare	* Recruter agence ou ONG par la réalisation des cours de formation * Organiser les cours de formations selon les modules suivantes : - pratiques d'agro-foresterie (durée module : 5 jours) - techniques de conservation transformation et commercialisation des produits agricoles (durée module : 5 jours) gestion structure de stockage (durée module : 3 jours)	N. de cours effectués N. des participants par au cours de formation (par corps d'état) Fréquence de participation au cours Nombre de femme inscrites dans les associations Nombre de femmes engagées à plein temps dans le secteur	Association d'agriculteur reconnus dans les districts district de Kahi Administration et techniques des districts Bureau du Préfet Rapport d'entreprise ou ONG responsable
--	---	--	---

Résultats	Activités	I.O.V.	Source de vérification
	Module : 3 jours gestion d'entreprise des activités (durée Module : 5 jours) *Organiser des activités démonstratives dans le centre de recherche de l'ISAR * Organiser des activités de diffusion des best practices locaux de l'Association	N. d'activités démonstration dirigée par ISAR N. d'activités dans lesquelles participent aux activités démonstratives N d'activités démonstratives effectuée à l'intérieur N. d'agriculteurs qui Participent aux Activités démonstratives N. d'agriculteurs qui Appliquent les Pratiques culturelles Améliorée	

		Variation en pourcentage Dans la production annuelle Pour les agriculteurs (par localité, production génère et état (%))	
		Quantité des produits Conservés et Transformés dans Le total absolu sur le total de production (tonne et %)	
Résultat c.2 augmenter l'unité pour le travail du riz dans le district installé de Muvumba	* Analyse exigences réhabilitation	N et typologie de machines installées	Coopération rizière CODERVAM
	* Acquisition machine de produits transformés par saison (%)	Variation pourcentage des produits transformés par saison (%)	Administration et techniciens des districts
	* Installation et démarrage des activités	Quantité de produits vendu en absolu et sur le produit total (tonnes et %)	Bureau du Préfet
d. SERVICES SOCIALES DE BASE			
Résultat d.1 Doter les district de Kahi Et Kabare l'accès à l'eau	* Etudes préliminaires de la zone	N. de puits pour l'eau potable construits	Administration et techniciens des districts
	* Construire 5 puits en 5 villages dans le district de Kabare		Bureau du Préfet
	* Construire 5 puits en 5 villages dans le district de Kahi	Temps moyen d' accès à l'eau mis par famille(heur)	Rapport d'entreprise ou ONG responsable

3. CONTEXTE

3.1. Cadre général

3.1.1. Cadre macro-économique

Le Rwanda s'étend sur une superficie un peu supérieure à 26.000km², et il est privé d'un accès sur la mer il est en prédominance vallonnée et montagneux. Avec une population de plus de 8 millions de personnes il est l'un des pays les plus peuplés d'Afrique (densité moyenne de 322 habitants au km²).

Le Rwanda est classifié douzième parmi les Pays les plus pauvre du monde : Les conditions de vie des rwandais se sont ces derniers temps détériorées suite à des conflits civils des années quatre-vingt dix et du génocide de 1994 (où à peu près un million de personnes ont perdu la vie, et une centaine de milliers disparus, la grande partie des infrastructures et services sociales de base détruits).

Les principaux aspects macro-économiques du Rwanda sont :

- le niveau de production est aujourd'hui de 10% inférieur à la période 1989-1991 (par rapport à une croissance moyenne de 25% des autres pays africains à la même période) ;
- la croissance a été constante depuis 1996 jusqu'aujourd'hui grâce à un ensemble de facteurs favorables : la politique fiscale, la reprise des exportations et des aides internationales etc. ,
- le revenu par tête d'habitant est descendu de 370USD en 1990 à 220 USD en 2001.

Les 83% de la population rwandaise vivent dans une zone rurale et 40% du PL dépendent du secteur agricole. A cause de la forte croissance démographique, les conditions rurales sont caractérisées par une pénurie généralisée de terres cultivables.

A peu près 13% des terres sont destinées à la culture commerciale (café et thé), qui constituent les 80% de l'exportation. Les autres produits en partie commerciaux sont les bananes, le sorgho, les haricots le petit poids et le maïs. L'élevage a un rôle élevé pour la consommation et la vente des produits d'origine animale, la production du fumier qui est aussi importante. Les forêts ont aussi un rôle non négligeable.

Au niveau politique, le Rwanda ressent encore aujourd'hui des conflits des années quatre-vingt dix et spécialement du génocide de 1994 : la perte du capital social et des principales valeurs civiles qui consistaient à la solidarité et à l'entraide mutuelle, rendent particulièrement difficiles la reconstruction nationale. Le Gouvernement de coalition de l'Unité nationale et l'Assemblée nationale de transition, qui a été constitué suite aux accords d'Arusha de 1994, ont terminé leur mandat avec des élections de 2003. A la fin de 1994, les priorités politiques du Gouvernement Rwandais ont été la justice, la consolidation de l'unité nationale et la lutte contre la pauvreté. De nombreuses réformes institutionnelles et législatives ont été menées depuis : les réformes économiques de 1995 et ont mis l'accent sur le régime de change, sur le commerce, la privatisation, la réforme de l'Administration publique, la gestion et le développement du secteur privé. Les réformes administratives ont mis l'accent sur la décentralisation institutionnelle et la réduction de la pauvreté. La politique de développement du Gouvernement du Rwanda mise principalement à garantir la paix et la sécurité, la restauration et la consolidation de l'unité nationale, l'intégration des réfugiés et des victimes du génocide, le développement des ressources humaines et la croissance

de l'économie nationale. La réduction de la pauvreté est considérée comme l'élément clef de réconciliation sociale et de stabilité.

3.1.2. Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP)

De 1995 à 2002 le pourcentage des familles rwandaises dont les conditions de vie étaient en dessous de la ligne de pauvreté est passé de 53% à peu près 60%. Le Programme de réduction de la Pauvreté (PRSP), complété en juin 2002 a l'objectif d'harmoniser toutes les mesures gouvernementales de réduction de la pauvreté en donnant une particulière importance au développement rural et à l'intensification de l'agriculture. Le PRSP a l'objectif de réduire de moitié le pourcentage des familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté entre 2015 (réduction de taxe de 6-7% par an). Les secteurs prioritaires du programme sont : (i) le développement rural et la transformation des produits agricoles, (ii) le développement du capital humain et améliorer les conditions de vie, (iii) les infrastructures économiques, (iv) la promotion du secteur privé, (v) la bonne gouvernance et le développement des capacités institutionnelles.

Le PRSP prévoit d'utiliser la richesse en main d'œuvre du pays comme un volant pour la reprise économique, créant ainsi des nouvelles opportunités d'emploi dans les zones les plus pauvres du pays, en renforçant les capacités techniques locales, de manière à réduire l'urbanisation ou le transfert des populations rurales dans des régions qui ne sont pas suffisamment équipées

3.1.3. Rural Economic Strategy (RES)

Le développement du secteur agricole est indiqué comme prioritaire dans le sens de Programme de réduction de la pauvreté (PRSP) du gouvernement du Rwanda. *La Rural Economic Strategy* (RES) est le résultat d'un processus participatif entre le gouvernement rwandais et les donateurs et a l'objectif d'accélérer le développement de l'économie rurale dans un contexte fortement décentralisé, un document stratégique a été élaboré par le Ministère de la planification et Finance et avec les autres Ministères, en concertation avec tous les donateurs présents dans le pays, guidé par la Commission Européenne DFID, la Banque Mondiale, IFAD, USAID, la Coopération Canadienne, la coopération Suisse et la coopération Belge.

3.1.4. Décentralisation

La Rural Economic Strategy (RES) Opère dans un contexte de restructuration institutionnelle plus aisée: la décentralisation. L'objectif principal de la décentralisation est de donner à la population locale la possibilité d'influencer directement leur développement. Le processus de décentralisation se passe selon trois modalités différentes.

- *Décentralisation* : exécution des services, est le devoir du gouvernement central à travers des fonctionnaires affectés à l'administration décentralisée,
- *délégation* : délégation des services est le devoir du gouvernement central à des administrations décentralisées (avec le transfert des ressources nécessaires),
- *dévolution* : Le transfert des pouvoirs des autorités des devoirs, des responsabilités et des ressources à l'administration décentralisée (entité légale ayant le pouvoir de traduire et d'être traduit en justice).

Administration décentralisée

L'unité de base est constituée par le **district**, entité administrative avec financement autonome, sur la base de la démocratie et du développement local, le district a des compétences multiples. En

particulier, les districts doivent : promouvoir l'agriculture, l'élevage, la conservation de l'environnement, le commerce, les petits et moyennes entreprises ; assurer l'éducation primaire et secondaire, la présence des centres de santé et des infrastructures pour l'eau potable et leur maintenance, gérer la terre, etc... Concernant le secteur agricole et le développement rural, dans tous les districts sont présents un agronome, un forestier et un vétérinaire tous dotés de motocyclettes.

Chaque district est subdivisé en **secteurs**. Chaque secteur possède un Comité de Développement Communautaire (CDC) chargé de garantir la coordination technique du développement communautaire. Au Rwanda les districts sont au nombre de 106, et 1.545 Secteurs. Les secteurs sont à leur tour subdivisés en cellules dotées d'un conseil et d'un comité exécutif.

La **Province** est la structure administrative de coordination des activités de développement des districts et indirectement des Secteurs et des Cellules. En sa qualité de dépositaire de l'autorité de l'Etat, la Province assiste l'administration décentralisée jusqu'à ce qu'elle opère dans le cadre de la politique nationale, assure la sécurité des personnes et des biens et réalise toutes les activités au niveau provincial ou inter- district. La Province est présidée par un Préfet nommé par le Gouvernement, il est assisté par un Comité de coordination de la Province. Un Secrétaire Exécutif coordonne les services administratifs et techniques de la Province.

Le processus de décentralisation est coordonné au niveau central par le Ministère de l'Administration Locale, de l'Information et des Affaires Sociales (MINALOC).

Plan de développement des districts

Afin d'atteindre les objectifs de développement ci-dessus indiqués, le district élaborera selon un processus participatif, un Plan de district. Le processus participatif prévoit que la famille de chaque cellule identifie ses priorités de développement. Ces priorités viennent recueillies avec celles des cellules des secteurs d'origine dont elles appartiennent et donne ainsi une liste des priorités du secteur.

L'Ensemble des listes du secteur contribue à formuler le document des priorités du district, le *Community Development Plans* (CDPs). Au Rwanda il existe 106 districts, les 106 CDPs représentent les documents clefs pour la planification au niveau Ministériel et le budget y indiqué détermine le flux de fonds de développement alloués à des districts.

L'entité administrative décentralisée peut bénéficier de divers fonds de financement : (i) les entrées locales moyennant prélèvements fiscaux, les paiements autorisés, etc.. ; (ii) le budget des secteurs au niveau provincial, (iii) les dons étrangers à travers le Fond commun de développement (CDF)-créé en 2001 afin de responsabiliser les administrations décentralisées.

3.2. Autres interventions des donateurs dans le secteur : harmonisation des aides

Le Rwanda est l'un des pays qui bénéficient le plus de la coopération internationale au développement. On estime qu'à partir de 1994 le cumul des aides pour la reconstruction du Pays a été d'environ 2 milliards de \$USD. Une telle assistance s'est maintenue au haut niveau même si elle s'est vue diminuée en valeur absolue après la fin de la grande partie des activités d'urgence en 1996. on estime que le Pays a reçu 350 millions de \$USD environ pendant l'année d'APS ce qui correspond à un rapport d'aide/PIL égal à peu près à 20 %. En pratique, les 40% du bilan de l'Etat est financé par l'APS avec un plafond de 90 % pour les projets d'investissement.

les plus récents sont caractérisés par des villages, construits par l'Etat pour héberger les réfugiés rentrés des Pays limitrophes et qui sont pour la plus part des éleveurs.

Les 82,5 % des habitants de l'Umutara sont des agriculteurs, Les 10,8% sont des éleveurs. Les principales cultures sont : haricots, sorgho, bananes et manioc qui, dans l'ensemble, occupent les 83% de la superficie totale cultivable (égal à 88,718 hectares) (données du Ministère de l'agriculture, 2002)

La Province d'Umutara n'est pas la plus pauvre du Rwanda : avec une indice de pauvreté égale à 50,5%, elle reste en effet en dessous de la moyenne nationale (60,3%) . Seul 4,8% de la population est sans terre et seul les 8,5% possèdent un terrain inférieur au 0,2 hectares. Le grand flux de réfugiés, principalement éleveurs, avoisinant l'Uganda et la Tanzanie et des agriculteurs sans terre des Provinces les plus pauvres du Pays, rendent précaire la situation socio-économique de la province. La conversion de la grande partie du territoire de la province du parc en terre cultivable et pastorale a, en fait, appelé non seulement les réfugiés, mais aussi a donné espoir de meilleures conditions de vie à ceux qui vivaient dans d'autres régions du pays. La Province d'Umutara est toutefois dépourvue des principales infrastructures et des services sociaux de base. En particulier, les principales limites au développement économiques et sociale de la Province reste la possibilité, la qualité, l'accès et le prix de l'eau : Les 40% de la population utilisent l'eau non potable (*A Profile of Poverty in Rwanda MINECOFIN 2002*), la grande partie de la production agricole se passe sans qu'il y ait un système d'irrigation approprié et souvent les sources d'eau provoquent des disputes entre les habitants et le bétail.

▪ *Institutions Locales*

Les institutions locales sont organisées en une structure pyramidale à quatre niveaux, du plus haut au plus bas : (1) la préfecture, (2) les districts, (3) les secteurs, (4) les cellules. Le Gouvernement nomme le Préfet et les Bourgmestres (Maire de districts), qui sont responsables par l'unité décentralisée des différents Ministères, respectivement au niveau provincial et des districts. Les secteurs et les cellules ont été désignés comme institutions responsables du développement local (décentralisation) : les familles qui constituent une cellule (de 200 à 500 familles) élisent les administrateurs. L'ensemble des administrateurs de secteur d'un district élisent à leur tour un comité de district qui assiste le Maire dans l'administration du district. Dans certains districts, ce qui est le cas à Kahi, les cellules sont subdivisées en noyaux plus petit constitués de 10 familles;

▪ *Autres interventions de la coopération.*

En 2000 l'International Fund for Agricultural Development (IFD) a apporté, dans la Province l'imposant projet "*Umutara Community Resources and infrastructure Development Project* » (UCRIDP) d'environ 57 millions de \$USD sur une période de 10 ans (à terminer en 2010). Actuellement la formulation du plan opérationnel pour le second trimestre est en cours. Etant donnée les faibles succès de la première phase, la nouvelle formulation prévoit une subdivision beaucoup plus claire dans les secteurs d'action et des activités.

En bref, la deuxième phase du projet prévoit deux types d'investissement.

- dans le secteur public (environ 31,4 millions \$USD visant :
 - à soutenir le processus de décentralisation (*capacity/ institutional building*) environ 6,9 millions \$USD)
 - à la construction (environ 22 millions \$USD) et gestion environ (1,1 millions \$USD) d'infrastructures pour l'eau et routes)

- Au secteur privé (environ (environ 11,7 millions \$USD) visant :
 - au soutien à la production et commercialisation agricole et forestière (extension, formation, analyse des principales filières de productives,) etc.
 - au développement d'entreprises rurales
 - à la création des services de crédit rural.

La présence dudit programme dans la Province d'Umutara non seulement marque l'importance stratégique régionale choisie, mais assure aussi la continuité et le soutien à l'intérieur de la coopération italienne, ce qui sera pour les gens des ressources disponibles qui pourront garantir des actions synergiques/ complémentaires pour nous, soit pour la présence dans des organes de coordination/gestion de ce programme soit en même temps des interlocuteurs institutionnels de l'initiative italienne.

▪ *Districts de Kabare, Kahi et Muvumba*

Les districts de Kahi et Kabare ont été institués à la fin des années 2000 dans le cadre de la politique de décentralisation introduite par le Gouvernement rwandais. Le district de Muvumba par contre est d'origine beaucoup plus ancienne. La population des districts de Kahi et Kabare compte un plus grand nombre de réfugiés venus de l'Uganda et de la Tanzanie éleveurs de tradition tandis qu'à Muvumba plus de 80% des familles se dédient à l'agriculture.

Le district de Kahi compte une population totale de 65.307 habitants (15.332 familles nucléaires) sur une superficie un peu plus de 400km²(données de Recensement National, 2002). Le territoire est subdivisé en 10 secteurs et 77 cellules. Le secteur de Nyakayaga, Gitoki, Mukarange Kabarore, et Nyakigando sont les plus densément peuplés de familles agriculteurs qui possèdent moyennement moins d'un hectare chacun. Dans le district de Kahi il existe aujourd'hui 2 grandes associations d'agriculteurs, et une série d'associations mineures, qui constitue un total de 858 agriculteurs pour la plupart concentrés dans le secteur de Nyakayaga, Musenyi et Gitoki. Les principales cultures sont la banane, le sorgho, le maïs, les haricots et la patate douce. Beaucoup d'agriculteurs éleveurs avec un nombre limité de vaches et d'autres animaux domestiques de petite taille (Chèvres, cochons, poules, lapins, etc..). Dans tout le district il y a 9 marchés informels, parmi lesquels 4 seulement construits, aucun magasin ou autres structures, pour le stockage des denrées. Seuls les 21% environ des familles nucléaires du district ont accès à l'eau potable. Dans le district il y a 7 écoles primaires et deux centres de santé (dont un est en construction grâce au financement de la coopération italienne).

Le district de Kabare a une population de 29.974 habitants (4.871 familles nucléaires) dont la plupart se dédit à l'élevage (70% de la population) (données de Recensement National, 2002) Kabare a une superficie totale de 323 km² limité au Nord par l'Uganda il est subdivisé en 10 secteurs et 51 cellules. La superficie cultivée est d'environ 2.363 hectares (données de 2000), c'est la plus concentré du secteur de Musheru, qui est aussi le secteur le plus densément peuplé (539 hectares) , les 22% de la totalité des terres cultivées du secteur). Les principales cultures sont la banane, le sorgho, le maïs, les haricots et la patate douce. Dans le district il n'y a pas de marchés fonctionnels et magasins, ou autres structures, pour le stockage des denrées, il n'existe pas d'associations des agriculteurs reconnus. Dans ce district il y a 13 écoles primaires et 2 centres de santé.

Le district de Muvumba a une population totale de 95.996 habitants (18.264 familles nucléaires), sur une superficie un peu plus de 30 km² subdivisé en 10 secteurs et 64 cellules (données de Recensement 2002). Dans le district il y a 20 écoles primaires et 4 secondaires, 5 centres de santé qui fonctionnent et une école technique. Les principales cultures sont le sorgho, le maïs, la banane,

A peu près **4.800 agriculteurs**, organisés dans des associations, bénéficieront directement et indirectement des cours de formation, d'une session de démonstration auprès de l'ISAR, des structures des stockage et d'une stratégie stable de marché. Les six Associations **d'agriculteurs** identifiés par le projet bénéficieront en outre la formation et l'assistance pour ce qui regarde la capacité de gestion administrative de l'association elle-même.

Les 3 Administrations des districts bénéficieront eux aussi directement du projet grâce à la présence de l'Assistance Technique qui les soutiendra dans l'élaboration des plans de développement annuels, dans la gestion des ressources financières, dans les rapports avec les institutions provinciales et national et la communauté internationale (donateurs bilatéraux et multilatéraux et ONG). Pendant une longue période, grâce à l'assistance Technique, les institutions des districts pourront garantir une présence plus assidue et constante sur le terrain et assister d'une façon adéquate les communautés intéressées.

L'Administration Provinciale en bénéficiera directement grâce à la présence du personnel approprié et indirectement grâce à la capacité accrue de planification, de négocier de dialoguer avec les partenaires nationaux et internationaux .

Le projet prévoit impliquer aussi l'Institut Rwandais des Sciences Agraires (ISAR) qui entend donner les capacités techniques d'assistance aux agriculteurs. L'ISAR est un institut national de recherche dans le secteur agricole dont le siège central est à Rubona. Dans la Province de l'Umutara, l'ISAR a un bureau à Nyagatare (chef lieu) et une station de recherche auprès des périmètres rizières dans le secteur de Muvumba, où travaillent compressivement 3 productions de géromplasmés, pratiquées développées et diffusées, de l'agro - foresterie, l'amélioration du pâturage et le contrôle d'érosion.

Le secteur de rizerie bénéficiera directement du projet grâce à la réhabilitation de l'implantation de transformation de tous les périmètres et consentira à poursuivre la production totale de tous les périmètres mis à cultiver dans le district de Muvumba. La réhabilitation de l'usine bénéficiera directement la coopérative de culture du riz CO-DERVAM qui compte aujourd'hui plus de 800 inscrits et prévoit de s'élargir et inclure aussi les familles qui travailleront les nouveaux périmètres (environs 500 nouveaux inscrits).

La population des districts de Kahi, Kabare et Muvumba (égal à environs à 200.000 personnes) en général bénéficiera d'une grande sécurité alimentaire pendant une longue période grâce à l'amélioration des pratiques culturales, l'incitation à la conservation, transformation et la vente de l'excédent grâce à une meilleure gestion administrative et financière des districts. A la fin, la construction des puits dans les districts de Kahi et Kabare bénéficiera directement à la population locale des villages intéressés par le projet.

4.6. Résultats attendus

Sur base des priorités identifiées dans les Plans de Développement des districts de Kahi, Kabare et Muvumba, le Projet prévoit un suivi des résultats suivants :

a) Support institutionnel

Résultat a.1.

Augmenter les capacités de l'administration des districts de Kahi, Kabare et Muvumba de planifier exécuter les Plan de Développement respectifs.

Résultat a.2

Augmenter la capacité d'administration provinciale planifier et exécuter ses propres plans de développement intégrer avec la communauté internationale et les organismes publics nationaux. Garantir la présence institutionnelle de la partie italienne dans les comités directifs et de gestion des projets.

b) Sécurité alimentaire

Résultat b.1.

Aménager/ réhabiliter et cultiver 50 hectares de terrains marécageux dans le district de Muvumba, 72 hectares dans le district de Kahi et 150 hectares dans le district de Kabare, avec une particulière attention sur l'environnement.

Résultat b.2

Construire 2 bâtiments pour le stockage et la vente des denrées dans le district de Muvumba. 2 dans le district de Kahi et 2 dans le district de Kabare.

c) Activités génératrices de revenus

Résultat c.1

Augmenter et consolider 2 associations d'agriculteurs dans le district de Muvumba, 2 Associations dans le district de Kahi et 2 Associations dans le District de Kabare en termes de : (i) pratiques agro- foresterie misant à augmenter la quantité et la qualité de la production agricole, (ii) techniques de conservation et transformation des produits agricoles, (iii) commercialisation (marketing) (iv) gestion des activités d'entreprises.

Résultat c.2

Augmenter la capacité des usines pour la transformation du riz dans le district de Muvumba (porté à 2.000 tonnes de capacité)

d) Service de base

Résultat d.1

Doter les districts de Kahi et Kabare d'un accès à l'eau (minimum 10 puits en 10 villages sur base de la disponibilité des ressources financières)

4.7 Activités

Le projet prévoit l'exécution des activités générales préliminaires suivants

- Recrutement du personnel de l'unité de Gestion
- Ouvrir aux organisations le bureau de l'unité de Gestion à Nyagatare ;
- Elaborer un plan de travail détaillé et un questionnaire pour la communauté : de tels documents constitueront la base de référence pour donner la valeur de l'impact du Projet.

Le Projet prévoit une série d'activités pour chacun des résultats précédemment décrits

a. Support institutionnel

Résultat a.1 :

Augmenter la capacité des administrations des districts de Kahi, Kabare et Muvumba de planifier exécuter les Plans de développement respectifs (composant multi-bi).

1. Recruter un Assistant Technique de nationalité rwandaise (de préférence licencié en Economie). L'Assistant Technique a la responsabilité d'assister techniquement l'administration des districts de Kahi, Kabare et Muvumba dans la planification et la réalisation des Plans de Développement les soutenir dans le dialogue avec d'autres institutions publiques, soit au niveau central ou local, avec des privés, de même que des autres acteurs internationaux.
2. Assister les administrations des districts dans l'élaboration des Plans annuels de Développement
3. Activer et rendre disponible un fond opérationnel.

Résultat a.2 :

Augmenter la capacité de l'administration provinciale, planifier et exécuter ses propres plans de développement et interagir avec la communauté internationale et des entreprises publiques nationales (composant fonds locaux).

1. Recruter un expert de la partie italienne.
2. Assister l'administration provinciale, et le cabinet du gouverneur en particulier, dans les activités de développement, et de collaborer avec les partenaires (composante fonds locaux).
3. Participer, dans la représentation de la partie italienne, dans des comités de gestion du projet.

b. Sécurité alimentaire

Résultat b.1

Aménager/ réhabiliter et cultiver 50 hectares de terrains dans le district de Muvumba, 72 hectares dans le District de Kahi 150 hectares dans le district de Kabare avec une particulière attention sur l'environnement.

1. Recruter une agence, entreprise ou ONG spécialisée dans les travaux d'aménagement
2. Etudes préliminaires (visite et analyse) d'une zone indiquée par l'administration des districts et programmer l'intervention ;
3. Réaliser les travaux d'aménagement ;
4. Acquérir et distribuer à crédit un kit de semences améliorées et engrais sur base des exigences expresses exigées par les terrains à aménager.
5. Organiser des cours de formation sur la gestion des surfaces aménagées et des systèmes de crédits rotatifs.

Résultat b.2 :

Construire 2 bâtiments pour le stockage et la vente des denrées dans le district de Muvumba, 2 dans le district de Kahi et 2 dans le district de Kabare

1. Recruter une agence, entreprise ou ONG spécialisée en construction ;
2. Etudes préliminaires (visite et analyse) des zones indiquées par les administrations des districts et programmer l'intervention ;
3. Construire 6 bâtiments de stockage de 90 tonnes chacune, d'une façon indicative d'une dimension de 20mx20, comprenant un magasin et 3 locaux utilisables : (i) pour la vente à la minute des denrées, (ii) comme dépôt et pour la vente des éléments de production (iii) comme bureau. Ces constructions seront initialement utilisées aussi comme centre de formation et à terme du projet seront cédées aux associations des agriculteurs.

4. Constituer un fond pour les activités menées dans ces bâtiments (acquisition des denrées, acquisition des éléments de production etc..)

c. Activités génératrices de revenus

Résultat c.1

Augmenter et consolider 2 associations d'agriculteurs dans le district de Muvumba, deux associations dans le district de Kahi et deux associations dans le district de Kabare.

1. Recruter une agence, entreprise ou ONG spécialisée dans la réalisation des cours de formation ;
2. Organiser des cours de formation selon les modules suivants :
 - (i) pratiques d'agro-foresterie misant à augmenter la qualité et la quantité de la production agricole, dans le respect de l'environnement ;
 - (ii) techniques de conservation et de transformation des produits agricoles et leur commercialisation.
 - (iii) gestion des bâtiments de stockage ;
 - (iv) gestion d'entreprises des activités ;
3. Organiser des activités de démonstration dans le centre de recherche de l'ISAR.
4. Organiser des activités de diffusion de *best practices (meilleures pratiques)*. La subdivision interne des districts, des secteurs et cellules obtenue par sélection d'un ou plusieurs agriculteurs comme modèle par cellule, ou par secteur et s'en servir sous le guide des techniciens et ou des associations d'agriculteurs, comme agents (*farmer extentionist*) pour diffuser des modèles cultureaux appropriés.

Résultats c.2

Augmentation des fabriques pour la transformation du riz dans le district de Muvumba

1. Analyse des exigences potentielles et l'élaboration des programmes.
2. Acquérir des machines appropriées/réhabiliter des bureaux.
3. Installation et activités de départ.

d. Services Sociaux de base

Résultat d.1

Doter les district de Kahi et Kabare d'une accès à l'eau (minimum 10 puits en 1à villages sur base de la disponibilité des ressources financières)

1. Etudes préliminaires des zones sélectionnées
2. Construire minimum 5 puits en 5 villages dans le district de Kabare
3. Construire minimum 5 puits en 5 villages dans le district de Kahi.

4.8. Modalités d'exécution

4.8.1. Multi-bi

Etant donnée le manque d'une structure à nous soit au niveau de la représentation qu'au niveau de organisation logistique au Rwanda, il sera affecté au Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP) moyennant souscription d'un accord standard le « cost sharing ».

UNDP aura, entre autre les responsabilités suivantes.

- Recruter le personnel de l'unité de gestion (Unité)
- Assister l'Unité dans l'organisation du Bureau du projet à Nyagatare ;
- Faciliter l'Unité l'accès au siège central du PNUD à Kigali
- Assister l'Unité au niveau logistique pour toute la durée du projet ;
- Soutenir les activités de l'Unité, en étroite collaboration avec le Ministère des Finances et de la Planification Economique et les autorités locales (Préfet de la Province d' Umutara et maires des trois districts).

UNDP, avec sa note n° 110/2004 du 5.4.2004 a exprimé l'intérêt pour la réalisation de cette initiative.

4.8.2 Gestion directe

Une seconde modalité dans le contexte d'exécution prévoit par contre, la présence directe d'un représentant de la partie italienne dans des différents comités directeurs et de gestion et d'articuler la phase « exécutive » du projet. Il assistera et collaborera directement avec les structures de la Province et avec le cabinet du Préfet en particulier, pour faciliter les activités de cette institution. Avec un tel but un fond sera affecté auprès de la Représentation compétente à Kampala, ce fond permettra de rendre opérationnel et fonctionnel les composants de l'initiative.

4.9. **Monitoring, révision et évaluation**

L'initiative prévoit trois niveaux *organisationnels* d'exécution/direction/ contrôle, chacun caractérisé par son propre input et rétro-action .

Le premier niveau concerne *la phase de gestion* : Il se verra constitué un Comité de Gestion composée de : (i) Le chef de projet (UNDP), (ii) un représentant de l'Ambassade d'Italie/ Bureau de Coopération ; (iii) un représentant de l'autorité locale (Préfet de la Province d'Umutara et Maire des districts de Muvumba, Kahi, et Kabare) ; (iv) représentant des bénéficiaires. Comité, à part le suivre et évaluer la marche du projet, il analysera les plans opérationnels annuels et semestriels prédisposés par le PNUD, évaluera des éventuelles propositions de révisions des dits plans, l'emploi des fonds à la disposition à l'intérieur des chapitres divers de dépenses en conformité avec les objectifs du projet d'origine, non seulement établira l'état d'avancement mais aussi rejoindre les objectifs du projet. Le Comité, avec son siège à Nyagatare (chef lieu de la Province d'Umutara), se réunira au moins mensuellement, ou bien en fonction des besoins et à la demande exprimée par les parties.

Le second niveau concerne à la *phase directive* un Comité Directeur sera constitué , dans lequel participeront : (i) un représentant du PNUD, (ii) un représentant de l'Ambassade d' Italie/ Bureau de Coopération, et (iii) un représentant du Gouvernement du Rwanda. Ce Comité aura le devoir de fournir des indications, orientations et points de réflexion et d'analyse, il jouera un rôle consultatif pour les actions du projet ; il évaluera et approuvera à la fin du mandat exécutif confié au PNUD, les Plans Opérationnels, les variantes et les autres initiatives proposées dans le but de la bonne exécution du projet.

Le troisième niveau concerne l'aspect contrôle et vérification formelle de l'Accord de programme : Celui ci sera constitué d'un Comité Paritaire composé d'un représentant du PNUD et un représentant de la partie italienne ? Il sera prévu une série de réunions formelles bipartite qui se tiendra, en présence des éventuelles représentants des HQ respectifs, et au commencement du programme pour la révision des premiers plans opérationnel proposés et successivement d'une façon indicative sera tenu une fois l'an ou quand il est jugé nécessaire, mais de toutes les façons pas moins d'une fois dans la moitié du projet (mid-term et une à la fin (final).

Pour ce qui regarde les Rapports d'avancement et contrôle, en relation avec des différentes périodes de gestion et/ou les vérifications ci- haut mentionnées, il sera produit :

- (i) rapports trimestriels synthétiques, élaborés par le chef de projet qui donnera des indications sur le degré d'exécution par rapport au plan opérationnel, non seulement fournira chaque élément d'analyse utile mais aussi il évaluera à peu près les activités encourus :
- (ii) (ii) rapports semestriels, rédigés selon le standard UNDP qui comprendra des rubriques :
 - activités exécutés et résultats obtenus , comparés au Plan Opérationnel qui avait été prévue
 - identification des problèmes et des obstacles (techniques, humains et financières) rencontrés durant l'exécution ;
 - recommandations pour des mesures correctives
 - plan de travail détaillé pour la période successive.
- (iii) un rapport final rédigé , entre six mois avant la fin des activités du projet, selon la méthodologie PNUD. Le rapport évaluera, d'une manière très concise la mesure avec laquelle les activités prévues par le projet ont été exécuté, les résultats qui ont été produits, les objectif spécifiques qui ont été atteints et qui ont progressé pour joindre les objectifs généraux. Le rapport, suggérera en outre les possibilités d'actions futures, émergeant suite à l'exécution du Projet.

4.10. Analyse des coûts et accord

L'estimation des coûts pour la réalisation des activités prévues est deEuro. Pour une période de 30 mois. Cet apport est défini sur base des accords des prix qui peuvent se regrouper dans un ordre d'importance (1) ressources humaines, (2) équipements et outils (3) construction ; (4) cours de formation) ; (5) coûts opérationnel ; (6) coût d'agence

Composants Multi-bi . Montant par typologie des Coûts

	Unité de Mesure	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total (Euro)
1. Unité de gestion				
Chef de projet	mois	30	5.000	150.000
Assistant Administration	mois	30	1.000	45.000
Chauffeur	mois	30	200	7.500
Assistance Technique	mois	30	1.500	45.000
Location Bureau	mois	30	1.000	30.000
2. Equipements et Outils				
Véhicule tout terrains 4x4	unité	1	35.000	35.000
Motos	unité	1	3.500	3.500
Ordinateurs, photocopie				
Et accessoires	unité	5	3.000	15.000
Mobilier par Bureau	unité	I	3.000	3.000
Outils (kits agricole)	famille	300	200	60.000

3. Construction

Structure de stockage	m ²	2400	120	288.000
Puits d'eau	unité	10	25.000	250.000
Aménagement des terrains	hectare	272	2.500	680.000

	Unité de Mesure	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total (Euro)
Augmentation installation riz	unité	2	15.000	30.000
- Acquisition rizière				
- Autre petites machine				10.000
- Réhabilitation bâtiments	m ²	400	80	32.000
- Acquisition groupe Electrogène	unité	1	15.000	30.000
4. Cours de formation	unité	54	30.000	81.000
5. Dépenses opérationnelles				
Manutention véhicule et motos	1	30	750	22.500
Dépenses de bureaux	1	30	1.000	30.000
Chancellerie bureau	mois	30	150	4.500
Fond de structure de stockage	unité	6	10.000	60.000
Fonds assistance technique	mois	30	2.000	60.000
TOTAL				1.955.500
6. Coût d'Agence 6%				117.330
TOTAL MULTI-BI				2.072.830

Chronogramme des flux de dépenses (par simple rubrique) en Euro

Rubrique	6mois	1année	2 année	TOTAL
Unité de gestion	55.200	104.000	104.000	261.000
261.000/3 mois =8.700 Euro/mois				
Equipement et outils	56.500		60.000	116.000
Auto, motos, pc,mobilier	6 mois			
Kit agricole 1 ^o année				
Construction		1070.000	250.000	1.320.000
Stockage, aménagement, fabrique , riz 1 ^{er} année				
Puits : 2 ^{em} année			80.000	81.000
Formation				
2 ^{eme} année				
dépenses opérationnelles	23.400	46.000	106.800	177.000
Entretien bureau, chancellerie fonds				
A.T.. Euro 3.900/mois				
Fonds structures stockage 2 ^{eme} année				
Total	132.1000	1.221.200	602.200	1.955.500
Coût Agence (6%)	7.926	73.272	36.132	117.330
TOTAL GENERAL	140.026	1.294.472	638.332	2.072.830

Composants bilatérales- Fonds locaux apport par typologie de dépense

	Unité de Mesure	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total (Euro)
1. Partie Italienne				
Expert /resp. Partie italienne	mois	30	6.000	180.000
Secrétaire	mois	30	250	7.500
Chauffeur	mois	30	200	6.000
5 Equipements et Outils				
Ameublement bureau	unité	1		2.000
Fax	unité		500	500
Scanner	unité	1	500	500
Photopieuse	unité	1	1.500	1.500
Ordinateur complet	unité	1	3.000	3.000
6 Dépenses fonctionnels				
7 Bureaux- Services usage				
	mois	30	500	15.000
Chancellerie, varie	unité	30	200	6.000
Véhicule Entret. Assurance	mois	30	1.000	30.000
Fonds d'activité (Prov.et cab. Préfet)	mois	30	1.000	30.000
4. Voyage et Transfert				
Kigali-Kampala				10.000
5. Communications				
Séminaire, rencontres brochures, etc.				15.000
TOTAL FONDS LOCAUX				307.000

Chronogramme des dépense relatives aux fonds locaux

Rubrique des coûts	6 mois	1 année	2 années	Total
Partie italienne 6.450 euro/mois x30mois	36.700	77.400	77.400	193.500
Equipements et outils	7.500			7.500
Dépense de fonctionnement 2.700 euro/mois x30 mois	16.200	32.400	32.400	81.000
Voyage	2.000	4.000	4.000	15.000
TOTAL				307.000

Augmentation de la plantation du riz.

Admissibilité des coûts.

Les rubriques des coûts que comprend l'initiative sont détaillées soit par chapitre soit par rubrique. Elles proviennent du travail préparatoire conduit par le consultant qui a pris part à la mission d'identification, et sont basées soit sur l'expérience des initiatives en cours et /ou sur les progrès sur l'estimation de la récolte sur le lieu.

A partir de l'examen de chaque rubrique on observe :

L'Unité de gestion inclut (i) un chef de projet responsable par la rédaction des plans opérationnels et la gestion desdits plan en collaboration avec les autorités et les techniciens locaux (de la Province et des districts) ; (ii) un assistant administratif de nationalité rwandaise e (iii) un chauffeur. Le coût du personnel technique national est coté par rapport à valeur compatible avec les caractéristiques de l'expérience et spécialisation et est basée sur la valeur moyenne locale compatible avec des tableaux PNUD.

Les coûts pour les équipements et les outils sont basés sur les coûts réels et exigences minima estimées pour rendre fonctionnel le bureau et pour la faisabilité les activités sur le terrain. Ces coûts sont estimés sur base des valeurs recueillies localement et confrontées ou assimilées à celles des autres projets de la coopération italienne qui est active dans la zone. Les kits agricoles se composent d'un jeu initial de semence, d'outils agricoles et de plantes de fruits et doit, malgré cela s'entendre comme un « start up » des activités pour les familles qui reçoivent en usage les parcelles en terres aménagées. Lorsque les exigences et les spécifications ponctuelles confirmées et élaborées en cours d'œuvre indiqueront que la somme allouée excède les besoins réels, le projet se verra soutenu- avec la même méthodologie, les familles dans l'aire sélectionnée s'inscriront ultérieurement en espérant par conséquent que le nombre des bénéficiaires sera un moyen d'intéresser.

En ce qui concerne le chapitre de la construction, on relève que, la rubrique aménagement /réhabilitation sera confiée à une agence, entreprise privée ou ONG spécialisée. La dite entreprise sera responsable de la réalisation des études initiales, de la projection et des travaux d'aménagement. Selon les recommandations du Gouvernement rwandais viser à valoriser les ressources locales, les travaux seront de préférence exécutés par la population locale (selon le programme national «haute intensité de main d'œuvre » - HIMO) et il sera accordé la priorité l'utilisation les matériaux locaux. Les prix unitaires identifiés pour l'aménagement/réhabilitation (égal à 2.500 euro/hectare) sont compressifs aux prix d'acquisition et achat général du matériel nécessaire. Le coût de référence a été fourni par le PROGRAMME DE MICROREALISATION Rural de l'Union Européenne auprès du MINALOC et a été mis à jour en 2003.

La construction des infrastructures pour le stockage et vente des denrées sera une partie par adjudication.. Les prix unitaires identifiés (120 euro/m²) sont un cumul des prix d'acquisition et dépenses générales du matériel nécessaire. La gestion de la structure sera confiée aux associations d'agriculteurs impliqués dans le projet. Le projet prévoit en outre un fond de 60.000 euros (10.000euro par structure), pour garantir le démarrage des activités des centres populaires. Le coût de construction a été fourni par le Programme de Micro- réalisation Rural de l'Union européenne auprès du MINALOC et a été mis à jours en mars 2003.

Pour augmenter l'implantation pour le travail du riz, il a été alloué une somme totale de 102.000 euros, selon les prix courants, qui permettrait de proportionner/réhabiliter les bâtiments et augmenter la capacité de transformation installée. Le coût d'une rizière modèle compact HS 20, avec une capacité de 900-1.000 kg/h de paddy et un moteur électrique de KW 15-380 V50 Hz, a été acquit comme valeur indicative de référence. La rizière demande peu d'entretien (la durée des machines est estimée à plus de 10 ans) et les interventions pour remplacer les pièces de rechange c'est très simple. La somme estimée est donc basée sur les récoltes prévues auprès des entreprises de secteur italien. Le coût de la part de l'œuvre civile est contenu quand il s'agit de petite rizière, de mettre les normes d'installation, et de récupérer une partie des locaux déjà existants. La valeur a été estimée sur base des prix locaux. Les fonds pour de petites machines éventuelles seront déterminées au siège dans l'analyse des exigences et la décision des acquéreurs. Celui-ci permet d'accorder la flexibilité voulue dans une intervention exhaustive. L'estimation des coûts de réalisation de puits à pompe manuels dans les districts de Kahi et Kabare a été fourni à partir d'une étude de l'Esperco International de 2003 (*Plan directeur de l'alimentation en eau des communautés rurales et du bétail de la province d'Umutara*). Le coût moyen par puits de 70m de profondeur à pompe manuelle est estimée approximativement égal à 29.500 USD (inclus les coûts indirects liés à la réalisation : transport, risques politiques ? et autres inconvenances) pour laquelle, le taux d'échange d'avril 2004 était de 1,18 USD/Euro, ce qui équivaut à environs 25.000 euro. Le coût élevé de change des puits dépend de leurs profondeurs : dans le cas on devrait construire des puits de petites profondeurs, les sources financières restantes seraient allouées pour la construction des puits ultérieurs.

La formation sera sous-traitée en partie s'il convient. Le projet prévoit de former 6 représentants par Association d'agriculteurs subdivisés en 2 classes de 30 personnes chacune. Le cours de formation est subdivisé en modules d'une durée variable de 3 à 5 jours, selon les arguments. Le coût total de réalisation de 5 journées de cours d'une classe de 30 personnes avec 2 formateurs, inclus le coût de préparation du module de la part des formateurs, d'élaboration d'un rapport final, du matériel et des repas pour les participants et les formateurs est estimé environ à 1.500 euros. A ce coûts il est prévu la participation des femmes, des techniciens des districts et des chercheurs de l'ISAR. Les dits coûts ont été fournis par le Programme- de Micro-réalisation Rural de l'Union Européenne auprès du MINALOC et ont été mis à jours en 2003.

Les rubriques relatives au frais de fonctionnement sont tirées de l'expérience des autres initiatives de coopération par conséquent basées sur les valeurs contenues et de référence locale.

La rubrique d'Agence c'est un coût standard UNDP qui pourrait aussi être aussi modestement réduit en phase de négociation. Par précaution on retient utile d'allouer une somme qui couvre de toutes les façons les besoins en générale demandés.

Enfin, pour ce qui concerne les rubriques qui comportent les fonds locaux sans remarque le coût de l'expert est compatible avec le type de profil professionnel demandé/ d'une expérience très élevée et avec des compétences adéquates non seulement en taches professionnelles mais aussi celles administratives. Un tel taux se base sur les valeurs locales pour un expert expatrié qui consomme localement .

S'agissant de cet expert autre qui doit soutenir l'administration provinciale en matière de développement, il devra en outre représenter la partie italienne dans les comités de gestion du projet ; on préférera qu'il soit de nationalité italienne.

Pour ce qui concerne d'autres rubriques, elles sont estimées sur les valeurs locales semblables à celles rapportées par le PNUD et / extraites de l'expérience d'autres initiatives de coopération. Les voyages et les transferts sont indispensables pour couvrir les nombreux déplacements vers la

capitale en des occasions de réunions des rencontres que ça soit relatif au projet ou de coordination dans le cadre des donateurs, et comme très d'union avec UTL compétent pour lequel son siège se trouve à Kampala. La partie communication visiblement apparaît fondamentale et imprévisible pour garantir la diffusion comme il se doit ; la problématique des résultats ajoutée à l'initiative permet au projet et sa contrepartie d'agir efficacement dans un contexte non circonscrit au seul terrain lieu de Travail.

Etant donné ce qui est dit ci-haut, on peut affirmer que tous les coûts présentés sont utiles très conformes et rejoignent les objectifs projetés. Les mêmes objectifs sont entre eux en accord et coordonnés. L'estimation des coûts est raisonnable et est basée sur les valeurs acquises localement. Les prix définis seront établis en accord par rapport aux procédures d'UN qui prévoient la comparaison du marché et à l'offre aux enchères pour les acquisitions, c'est-à-dire en accord avec le standard international accepté.

On retient, en attendant, pouvoir exprimer favorablement la conformité des rubriques de dépense aux exigences de l'initiative et de l'admissibilité des coûts.

4.11. Risques

Le bon fonctionnement du projet se base sur le maintien d'une acceptabilité des conditions de sécurité dans la région et dans le pays, sur harmonie commune de développement des réalités impliquée et d'une intense et efficace collaboration avec des dirigeants locaux, avec des organismes internationaux, et les associations non lucratives et non seulement les privés.

Les principaux risques qui entraveraient le bon déroulement et le bon fonctionnement et la réalisation des objectifs qui sont de nature politique et économique (augmentation de l'inflation avec la perte du pouvoir d'acquisition, instabilité économique et/ou politique).

De toutes les façons on se rappellera que la Province d'Umutara constitue, de par son influence stratégique et sa position géographique, une des zones les plus protégées du Rwanda. Le voisinage avec l'Uganda et la Tanzanie réduit la dépendance de la Province du reste du Pays en ce qui concerne les approvisionnements et les communications avec l'étranger.

Eventuel et ultérieur risque pour la bonne condition du projet sont les retards dans flux des fonds aux districts et le manque d'interventions des autres projets de développement ruraux complémentaires (par exemple, la construction des routes secondaires prévues dans le projet de développement rural de FIDA dans la Province d'Umutara).

4.12. Engagements du Gouvernement

Les autorités provinciales et des districts intéressés s'engagent à mettre à la disposition du Projet les ressources humaines (techniciens), les bureaux, les terres à aménager sur lesquelles seront construites les infrastructures prévues dans le plan opérationnel. Le Gouvernement du Rwanda s'engage à exonérer tous matériels du projet des taxes douanières ou tout autre type d'impôts, et d'assurer leur relâchement immédiatement à l'arrivée au Pays. En outre, mettra à la disposition les compétences, le personnel, et les sièges- pertinents pour chaque activité des instituts respectifs des secteurs.

Les autorités locales s'engagent à adresser les actions du projet au FIDA de manière coordonnée à l'initiative italienne.

4.13. Faisabilité

4.13.1. Mesures politiques de soutien

Le projet s'inscrit dans le cadre de priorités de développement que le Gouvernement rwandais a identifié par la reconstruction du Pays et la réduction de la pauvreté. La stratégie d'approche multiséctorielle et participative du projet affronte harmonieusement les priorités des opérations identifiées par le Gouvernement rwandais : le développement rural et la transformation agricole, ainsi comme la dotation des communautés rurales des infrastructures économiques, sont en effet les composants centraux de la stratégie de réduction de la pauvreté (PRSP). L'intervention se situe en outre dans le contexte de la politique de décentralisation administrative qui définit l'arrangement politique et institutionnel du Rwanda.

4.13.2 Soutien institutionnel

Comme il a été montré précédemment, le projet s'inscrit dans le contexte de la décentralisation d'autant qu'il a l'objectif de soutenir, augmenter et consolider les capacités administratives et techniques des unités décentralisées du gouvernement/ : les districts. La formulation du projet lui-même est né d'un processus participatif qui va impliquer tous les protagonistes de la centralisation : le Préfet de la Province d'Umutara, Maires et techniciens des districts de Kahi, Kabare et Muvumba et le siège central du Ministère des Finances et de la Planification Economique et du Ministère de l'Agriculture.

4.13.3. Soutien financier

Les familles d'agriculteurs qui bénéficieront des nouvelles terres aménagées ou réhabilitées seront formés d'une façon adéquate sur la gestion soutenue des fonds de crédits rotatifs à travers lesquels pourront repayer les facteurs productifs reçus sur le crédit du projet.

A la fin des travaux de construction, les Associations des agriculteurs apprendront pendant la gestion les techniques de stockage. Les Associations se verront en outre formés d'une façon adéquate sur la gestion des dites structures et des fonds de crédit prévus par le Projet pour le démarrage des activités de récolte et l'écoulement des denrées. A la fin on soulignera comment le soutien economico- financier des activités productives mises à pied par le projet sera garantie à travers la recherche et une application correcte avec des principes parfaits de marché. Ainsi comme au départ d'un cercle vicieux responsabiliser et impliquer les Associations et la communauté intéressées par le Projet

4.13.4 Soutien environnemental

Le projet prévoit des interventions d'aménagement/réhabilitation des terrains marécageux, des constructions des structures pour le stockage et des puits pour l'eau potable. Ces interventions se verront attentivement planifié de manière à réduire au minimum leur impact environnemental. Avec le soutien des techniciens des districts et des chercheurs de l'ISAR, l'initiative prévoit en outre former les agriculteurs locaux à une pratique agricole à bas impacts environnementaux (no tillage, agro-forêtier etc ;) et à la gestion soutenue du territoire.

4.13.5 Soutien culturel, social et du genre

Les aspects socio- culturels et du genre sont bien connus et traités dans l'initiative. En tenant compte du degré de présence et d'intégration sur le territoire. Non seulement la participation directe des bénéficiaires à la projection des activités du projet, on ne court aucun risque de choc culturel. La promotion et l'attention à la thématique du genre constituent un exercice solide à l'intérieur de l'approche UNDP.

Soutenir et augmenter les associations d'agriculteurs, le projet attire une particulière attention au rôle, à l'image à l'émancipation de la femme au sein de la communauté rurale. La composante éducation, formation et des activités génératrices de revenus, dans cette présente initiative, pointe exactement sur le soutien et le développement des femmes en favorisant les institutions, l'accès à des ressources et à l'emploi.

5. Conclusion

En conclusion, en fonction de ce qui a été ci-haut décrit, relatif à la capacité du projet qu'il y aura l'impact positif sur la réalisation des plans de développement des districts sélectionnés et par conséquent l'amélioration des conditions de vie de la population en question. En tenant compte aussi de l'action d'appui et de qualification conduit au niveau provincial qui permettra à cette institution d'actualiser plus efficacement dans le cadre du développement de rapports plus solides avec des organismes financiers et autres, que ce soit national ou international, exprimer un point de vue positif technico-économique sur la proposition de financement par le projet donné. Soutien aux districts de Kahi, Kabare et Muvumba (Province d'Umutara) finalisé à la réalisation des plans de développement respectifs, pour lesquels le coût admissible à retenir, correspondant aux objectifs est conclu. On recommande, en attendant le financement pour un apport total de 2.379.830,00 Euro dont 2.072.830,00 à confier au UNDP pour l'exécution du projet et 307.000,00 Euro pour la constitution d'un fond pour des achats Locaux au près de l'Ambassade d'Italie à Kampala pour l'exécution de la composante en gestion directe.

Le Fonctionnaire de C.F.S
Dott. Michele Di Cosmo

L'expert
Dott. Nino Merola

6. Conclusion du Fonctionnaire Préposé

VISA

La proposition de financement préparée par l'expert Dr.Nino Merola et du Fonctionnaire du corps forestier de l'Etat, en commande par l'UTC, Dr. Michel Di Cosmo, sur la validité de l'initiative dénommé « Soutien aux districts de Kahi, Kabare et Muvumba (Province d'Umutara) élaboré pour la réalisation des plans respectifs de développement

CONSIDERANT

Que l'expert Dr. Nino Merola a manifesté un point de vue favorable au financement de l'initiative ci- haut cité par un apport de 2.379.830,00 Euros.

RETENU

Que sur base des considérations techniques développées par l'expert Dr. Nino et par conséquent de l'évaluation positive même exprimée à la concession de la contribution on retient admissible et procéder à son financement de 2.379.830,00 Euro

P.Q.M

Le Fonctionnaire Préposé à l'UTC exprime son point de vue favorable au fonctionnement de l'initiative dénommée « Soutien aux districts de Kahi, Kabare et Muvumba (Province d'Umutara) élaborée pour la réalisation des plans respectifs de développement à travers le financement de 2.379.830,00 Euro, à exécuter en partie moyennant souscription d'un accord avec le bureau d'UNDP Rwanda (pour 2.072.830,00 Euro) et en partie en gestion directe moyennant la pertinente somme a accredité sur le compte de l'Ambassade italienne à Kampala (pour 307.000,00).

Le Fonctionnaire Préposé à l'UTC

Min. Plen.. Giuseppe Morabito